

Le président parle de «pseudo-hommes politiques»
Bouteflika fustige opposition et tenants de la «terre brûlée»



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Venus de plusieurs wilayas vers Tizi Ouzou

Des éleveurs marchent pour exiger la révision du prix du lait

Page 24



Le ministre de la Santé à partir d'Adrar et Béchar

Boudiaf rassure sur la question des médecins spécialistes

Page 4

La Tunisie après l'attentat du Bardo

Par Mohamed Habili

L'objectif des terroristes dans l'attentat contre le musée du Bardo, à Tunis, est d'une part de tuer un maximum d'étrangers, car tout de même des djihadistes ça tue d'abord, ça réfléchit ensuite ; et d'autre part de tarir la principale source de revenus pour un pays comme la Tunisie, le tourisme. Tourisme et terrorisme sont antithétiques, ils s'excluent l'un l'autre. Un pays que les étrangers se donnent la peine de visiter et en grand nombre, c'est un pays qui compte, quand bien même il ne serait pas porté par lui-même à se considérer comme le nombril du monde. Cela dit, les terroristes aiment tuer les étrangers, que ceux-ci soient des touristes ou non, même dans des pays où l'on n'en voit pas beaucoup, comme en Algérie, où les groupes terroristes, pendant la décennie noire, n'avaient pas la réputation d'épargner les étrangers qui avaient le malheur de croiser leur chemin. Le dernier exemple en date, celui du Français Hervé Gourdel, montre assez que pour ces prédateurs l'étranger est une proie de prédilection en toutes circonstances. Il ne faut pas se leurrer, la Tunisie ne sera plus tout à fait la même après le massacre du Bardo. Elle a été touchée au cœur, comme la France l'avait été avec l'attentat contre «Charlie-Hebdo».

Suite en page 3

Accord ministère-Cnapeste

Fin de la grève dans l'Éducation



Finallement le Cnapeste a décidé, jeudi soir, de mettre fin à son mouvement de protestation qu'il a déclenché le 16 février dernier. La nouvelle a été appréciée à sa juste valeur par les élèves et les parents car l'année scolaire risquait d'être une année blanche.

Lire page 2

PH > DR

Le ministre du Commerce Amara Benyounés à Béjaïa

«Nous ne faisons pas de notre adhésion à l'OMC une obsession»

Page 5

Ecole supérieure des beaux-arts

Le directeur démissionne, les étudiants toujours en grève

Page 13

Accord ministère-Cnapeste

Fin de la grève dans l'Education

■ Finalement le Cnapeste a décidé, jeudi soir, de mettre fin à son mouvement de protestation qu'il a déclenché le 16 février dernier. La nouvelle a été appréciée à sa juste valeur par les élèves et les parents car l'année scolaire risquait d'être une année blanche.

Par Meriem Benchaouia

Enfin, le soulagement. Après plus d'un mois de débrayage, les enseignants de l'Education reprennent les cours ce dimanche. Finalement, le Cnapeste a décidé, jeudi soir, de mettre fin à son mouvement de

Tizi Ouzou Démantèlement de trois réseaux de malfaiteurs

LES ÉLÉMENTS de la sûreté de daïra de Boghni (37 km au sud de Tizi Ouzou) ont démantelé trois groupes de malfaiteurs, sévissant dans la région, a annoncé hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. Selon les indications fournies par la même source, il s'agit d'individus spécialisés dans le vol par escalade et de nuit, de vol avec violence et de nuit d'un véhicule automobile, suivi de coups et blessures volontaires et de vol d'un camion, commis à Boghni, et abandonné par la suite, à M'sila. Les membres de ces trois groupes au nombre de 10 présentés devant le parquet de Draa El-Mizan au courant de cette semaine, 7 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt, deux autres ont bénéficié d'un contrôle judiciaire et un mineur mis en cause dans l'une des trois affaires a été cité à comparaître. **Hamid M.**

Le commerçant tué à Akkerou enterré dans son village natal

LA VICTIME de l'attentat terroriste de mercredi dernier à Akkerou (70 km au nord-est de la wilaya de Tizi Ouzou) a été enterré, hier, à son village natal Taguemount Boudhefel dans la commune de Larbaa Nath Irathen (27 km au sud de Tizi Ouzou) en présence d'une foule nombreuse. Alors qu'une grève générale a été observée par les commerçants de Larbaa Nath Irathen durant la matinée d'hier en guise de solidarité avec la famille de la victime mais aussi pour dénoncer le lâche attentat terroriste qui a coûté la vie à ce citoyen pour son activité commerciale. Pour rappel, le jeune commerçant Belkacem (40 ans) venait de livrer la marchandise au cantonnement militaire de Tifrit Nath El-hadj du chef-lieu de la commune d'Akkerou avant que des individus armés ne l'interceptent puis l'assassinent et mettent le feu à son véhicule dans l'après-midi de mercredi dernier. **H.M.**



Nouria Benghebril, ministre de l'Education



Nouar Larbi, coordinateur du Cnapeste

protestation qu'il a déclenché le 16 février dernier. La nouvelle a été appréciée à sa juste valeur par les élèves et les parents car l'année scolaire risquait d'être une année blanche. Le coordinateur national du Cnapeste, Larbi Nouar, a indiqué que le syndicat a décidé de «mettre fin à la grève et de reprendre les cours à partir de dimanche prochain, tout en s'engageant à prendre en charge les élèves sur le plan pédagogique». Il a ajouté que le syndicat a décidé de mettre fin à la grève après la réunion en urgence convoquée par le ministère de l'Education nationale pour examiner les revendications soulevées. Le ministère de l'Education nationale a annoncé jeudi soir être parvenu à un accord : «Les diffé-

rentes parties sont arrivées à un accord portant promotion des enseignants au grade supérieur dans les conditions définies par les dispositions statutaires avec une mise en œuvre qui concernera le personnel enseignant. Cette opération de promotion s'échelonnera jusqu'à juin 2017», selon un communiqué du ministère de l'Education nationale. Cette accord fait suite aux différentes réunions tenues au siège du ministère de l'Education nationale avec les syndicats agréés auprès du secteur de l'Education, dans la continuité des négociations entamées depuis le 8 février 2015, après que l'administration centrale ait réalisé l'évaluation de la situation globale des postes budgétaires en détermi-

nant ceux ouvrant droit à la promotion dans les grades de professeur principal et professeur formateur et ce, en conformité avec les dispositions statutaires et celles relatives à la réglementation en vigueur, précise-t-on de même source. En ce qui concerne les personnes occupant des postes en voie d'extinction, «il a été arrêté des mesures supplémentaires en complément à l'instruction n°11 du 22 septembre 2014, complétant l'instruction n°04 du 6 juillet 2014 portant mesures d'application du décret 12/240 du 29 mai 2012, portant statut particulier des personnels spécifiques à l'Education nationale», ajoute le communiqué. Les présentes mesures ont été prises par le ministère de l'Education natio-

nale en commun accord avec les différents partenaires sociaux dans un souci de stabiliser de manière pérenne l'école algérienne, conclut le communiqué. Rappelant que le conseil avait décidé, lors de sa réunion du 11 mars, de maintenir sa session ouverte. Le ministère de l'Education nationale avait récemment exprimé sa volonté de maintenir les portes du dialogue et de la concertation ouvertes, réitérant l'urgence de mettre en place la charte d'éthique et de stabilité dans le secteur de l'Education à laquelle doivent adhérer tous les syndicats, afin de créer un consensus «pour l'instauration d'un climat favorable à la réalisation des objectifs pédagogiques». **M. B.**

Téléphonie

L'entrée de Mobilis en Bourse toujours à l'ordre du jour

L'entrée de l'opérateur public de téléphonie mobile Mobilis, filiale d'Algérie Télécom (AT), à la Bourse d'Alger est «toujours à l'ordre du jour», a affirmé vendredi le P-dg d'AT, Azouaou Mehmel.

«Mobilis est un opérateur public régi par le code du commerce. Les pouvoirs publics ont décidé de faire entrer en Bourse Mobilis, mais il n'a jamais été question d'Algérie Télécom. Pour nous, l'entrée de Mobilis en Bourse est toujours à l'ordre du jour», a indiqué M. Mehmel dans un entretien à l'APS.

Pour rappel, l'opérateur Mobilis avait annoncé en mars 2014, par la voix de son P-dg, Saâd Damma, son entrée à la Bourse d'Alger avant la fin de la même année.

M. Damma avait, toutefois, expliqué que l'introduction de Mobilis à la Bourse d'Alger devait passer par plusieurs étapes dont l'obtention de l'aval d'AT, celui du conseil des participations de l'Etat (CPE) et ce, après l'évaluation des bilans financiers de l'entreprise par un cabinet d'audit. En décembre 2013, l'ouverture du capital de Mobilis à hauteur de 20 %, avait été annoncée

fin décembre 2013 par le P-dg d'Algérie Télécom qui avait souligné que la procédure d'entrée de Mobilis en Bourse était engagée dans le cadre de la mise en Bourse de plusieurs entreprises publiques. Sur l'actuel intérêt porté par des opérateurs téléphoniques étrangers au marché algérien, M. Mehmel a déclaré que «le marché national intéresse de nombreux opérateurs étrangers de la téléphonie même ceux qui l'ont, par le passé, boudé».

«Aujourd'hui, les opérateurs étrangers ont vu le dynamisme du marché algérien et veulent entrer par n'importe quel moyen puisqu'ils le disent et le redisent», a-t-il indiqué, rappelant qu'«il y a eu des possibilités quand l'Etat algérien a mis en vente des licences et ceux qui voulaient entrer ont postulé».

Parmi les opérateurs ayant exprimé le vœu d'accéder au marché téléphonique algérien figurent notamment le français Orange et britannique Vodafone, avait indiqué, en novembre dernier, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, Zohra Derdouri. **Safy T.**



Azouaou Mehmel, P-dg d'AT

Le président parle de «pseudo-hommes politiques»

Bouteflika fustige opposition et tenants de la «terre brûlée»

■ La célébration du 19 mars, journée de la Victoire, était une occasion pour le Président Bouteflika de fustiger et mettre en garde une opposition qu'il ne cite pas directement, tout en affirmant le non recul sur le gaz de schiste et appelle la population de In Salah à la sagesse.

Par Nacera Chennafi

Le Président Bouteflika a utilisé des mots forts à l'égard de ceux qu'il qualifie de «pseudo-hommes politiques» qui sont «soutenus par une presse qui n'a aucun souci de son éthique professionnelle». On ne sait pas s'il parle de ses opposants politiques, de ceux qui se sont manifestés à Ouargla pour dire non au gaz de schiste ou autres.

Dans ce contexte, il accuse cette opposition, sans la citer directement, de vouloir «effrayer» le peuple. «Je constate que des pseudo-hommes politiques, soutenus par une presse qui n'a aucun souci de son éthique professionnelle, s'évertuent, matin et soir, à effrayer et démoraliser ce peuple, à saper sa confiance dans le présent et l'avenir, ce peuple qui n'a pas accordé, et n'accordera pas, de crédit à leurs sonnettes», a-t-il dit dans ce message, lu en son nom à Ghardaïa par Mohamed Benamar Zerhouini, conseiller auprès du président de la République.

Pour le chef de l'Etat, il y a ceux qui prônent la politique de la «terre brûlée» pour arriver au «pouvoir». «Je me dois, en vertu du poste où il m'a volontairement placé, de vous parler en toute franchise et de vous dire combien je redoute la nocivité de ceux, d'entre nous, qui se sont laissés glisser sur la dangereuse pente de la politique de la «terre brûlée» dans le dessein d'arriver au pouvoir, même en mettant notre Etat en ruine et en marchant sur les cadavres des enfants de notre peuple».



PH. S. S. S. S.

Bouteflika ne dit pas que l'exploration de cette ressource va s'arrêter mais affirme l'attachement à l'opération. A ce propos, il s'engage sur le fait que «la préservation de la santé des citoyens et de leur environnement est la ligne rouge que ni l'Etat ni nulle autre partie ne peut franchir». Le président défend l'exploration du gaz de schiste par le fait que «sans une connaissance suffisante des potentialités de notre sous-sol en gaz et en pétrole et gaz de schiste, il ne nous sera pas possible de planifier les étapes futures du développement de notre pays».

A l'adresse des habitants de In Salah il dira : «In Salah est la prunelle de nos yeux. Elle n'a été avare envers l'Algérie ni de ses ressources ni de l'apport des idées plus judicieuses que les nôtres, nous ne voyons aucun mal à aller à ce dialogue à la condition que l'on y vienne sans aucune intention préconçue de remettre en cause ce qui a été consacré conformément à la Constitution et par la volonté populaire clairement exprimée», a-t-il conclu.

Pas de recul sur le gaz de schiste

Revenant sur la question du gaz de schiste, sachant que la population du Sud s'y oppose toujours depuis maintenant trois mois, et le dernier grand rassemblement pacifique à Ouargla auquel ont pris part des partis de l'opposition,

Cependant, c'est pour la première fois qu'il utilise un ton menaçant. «Cet état de fait nous met dans l'extrême obligation d'utiliser un surcroît de fermeté et de rigueur pour défendre l'Etat. C'est un devoir constitutionnel, légal, légitime et moral qui ne peut souffrir ni report ni déroba-de», lit-on dans le message du président qui fait appel aussi à ceux qu'il a qualifiés de «vaillants fils de cette Nation» à «se mobiliser et s'unir, pour renforcer le front intérieur, afin de parer aux risques qui guettent, à l'heure actuelle, notre région qui grouille de troubles et de menaces». D'autre part, le président ne rejette pas le dialogue avec l'opposition mais le conditionne au fait de ne pas remettre en cause ce qui a été consacré par la Constitution et par le peuple. A ce propos, il dira : «La construction de ce front intérieur nous concerne tous. Le moyen d'y parvenir est le dialogue et la cohésion des

rangs. Etant partisans du dialogue et acquis à ses vertus, l'acceptant tant avec ceux qui divergent avec nous sur la conception politique de la conduite des affaires du pays, qu'avec ceux qui préconisent des idées plus judicieuses que les nôtres, nous ne voyons aucun mal à aller à ce dialogue à la condition que l'on y vienne sans aucune intention préconçue de remettre en cause ce qui a été consacré conformément à la Constitution et par la volonté populaire clairement exprimée», a-t-il conclu.

Concernant Ghardaïa, il dira que cette wilaya, qui a connu des épreuves, devrait renouer avec la sécurité, la quiétude et la sérénité d'antan en rejetant toute «discrimination entre un Algérien et un autre, entre un Malékite et son frère l'badite».

Enfin, il a rendu hommage aux éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et aux autres corps de sécurité qui «veillent sur nos frontières» et «traquent les bandes terroristes», après avoir affirmé que la proclamation du cessez-le-feu a été «une épreuve de force».

N. C.

Appels à l'unité nationale pour combattre le terrorisme

La Tunisie se relève rapidement du traumatisme du Bardo

Lattaque terroriste perpétrée mercredi contre le musée du Bardo en plein Tunis, faisant 22 morts dont 20 touristes étrangers, a suscité l'indignation de toute la classe politique tunisienne qui a appelé à l'unité nationale pour combattre le terrorisme et poursuivre le processus démocratique et la voie du consensus. Le mouvement Nidaa Tounès, première force politique en Tunisie, a condamné avec fermeté «ce crime lâche qui a pour objectif de saper le moral du peuple tunisien et de déstabiliser les institutions du pays ainsi que sa démocratie naissante», et a plaidé en faveur de la mise en place d'une stratégie claire et globale de lutte contre le terrorisme qui engagerait toutes les parties. Le mouvement appelle tous les Tunisiens à la vigilance, à la solidarité et à l'entraide. «Nous sommes, aujourd'hui, en état de guerre ouverte contre le terrorisme», lit-on dans une déclaration du parti, publiée mercredi soir. Il exhorte, par ailleurs, les autorités à prendre les mesures nécessaires en vue d'éradiquer le terrorisme, notamment à travers «la mobilisation de

toutes les forces vives du pays, le développement des outils des services de renseignement, la neutralité des mosquées, la lutte contre les foyers terroristes, le renforcement du contrôle des frontières, la consolidation de la coopération régionale et internationale et l'accélération de l'adoption de la loi anti-terroriste». Le président du Mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, a estimé, pour sa part, que cette attaque terroriste «dénote d'un état d'esprit malade et d'une interprétation erronée de l'Islam». S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Ghannouchi a ajouté que «ces terroristes n'ont rien à voir avec la religion et le patriotisme et sont l'expression même de la barbarie», ajoutant qu'«avec cette attaque barbare, les terroristes ont voulu déstabiliser le pays et nuire à son unité, à la transition démocratique et à l'économie nationale». «Si cette attaque avait été perpétrée dans une dictature nous aurions dit que c'est là une réaction naturelle, mais qu'elle soit commise dans une démocratie comme la Tunisie nous étonne», a-t-il ajouté. M. Ghannouchi a

appelé toutes les parties à éviter d'instrumentaliser cette attaque et à s'unir face au terrorisme, soulignant que «prendre pour cible le musée du Bardo a pour but d'effacer l'histoire du pays comme en Irak et en Syrie. C'est aussi une atteinte à la souveraineté nationale et à la plus ancienne institution de pouvoir : l'Assemblée des représentants du peuple. Réunis mercredi en séance plénière extraordinaire, les députés de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) ont plaidé pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'accélération de l'adoption de la loi antiterroriste et de protection des sécuritaires. Les députés, issus des différents groupes parlementaires, ont dénoncé le terrorisme sous toutes ses formes, qualifiant de «lâche» et d'«odieuse» l'attaque qui a ciblé le musée du Bardo, appelant à «l'unité nationale et à faire prévaloir l'intérêt supérieur du pays loin des tiraillements politiques» et affirmant que «l'étape actuelle nécessite un consensus national».

Hamid Chaker

LA QUESTION DU JOUR

La Tunisie après l'attentat du Bardo

Suite de la page une

En fait, davantage encore, parce qu'en frappant la Tunisie non pas tant dans ses propres citoyens que dans les ressortissants étrangers, ses visiteurs, ils ont cherché du même coup à mettre le comble à ses difficultés économiques. Pour horribles qu'ils soient, les attentats de Paris ne visaient pas à mettre la France à genoux au plan économique. Premier changement en Tunisie, dans la foulée de l'attentat, et il est d'ordre institutionnel : le centre du pouvoir exécutif est passé du siège du gouvernement à celui de la présidence. Le Premier ministre s'est effacé devant le chef de l'Etat. L'attentat a fait passer en quelques heures la Tunisie du régime parlementaire au régime présidentiel. C'est le président qui s'est retrouvé en première ligne. C'est lui qui a pris les décisions qui s'imposaient. C'est vers lui que les regards des Tunisiens se sont tournés. En particulier, l'ordre donné aux forces de l'ordre, armée et police, de se déployer dans les villes, a émané de la présidence. A l'heure de la mobilisation, le centre de gravité du pouvoir en Tunisie s'est révélé être le chef de l'Etat, devenu le chef indiscutable du gouvernement, qui de la sorte s'est transformé en cabinet à sa dévotion. Or c'est dans les épreuves, dans les moments de crise, que s'affirme la réalité d'un régime. Certes, le pays est sous le choc. La prééminence du chef de l'Etat est pour le moment un état de fait, contraire à l'esprit comme à la lettre de la Constitution. Mais qu'est-ce qui compte, le pouvoir de droit ou le pouvoir de fait ? La question se pose déjà en Tunisie. Le principal défi posé par le terrorisme, où qu'il frappe, se ramène à cette question : comment y faire face sans porter atteinte aux libertés fondamentales ? On connaît la réponse apportée à cette question par les Etats-Unis à la suite des attentats de 2001 : le *Patriot act*, qui a aboli la sphère privée, qui a fait que tous les citoyens américains sont surveillés comme s'ils étaient des terroristes potentiels. Les Etats-Unis sont une vieille démocratie, et la Tunisie un pays en transition vers la démocratie. Certes, cette dernière est le pays de la région le mieux armé politiquement parlant pour y accéder un jour. Or si tourisme et terrorisme ne sont pas compatibles, il peut en être de même entre terrorisme et démocratisation.

M. H.

Le ministre de la Santé à partir d'Adrar et Béchar

Boudiaf rassure sur la question des médecins spécialistes

■ La prise en charge de la santé dans le Sud algérien demeure l'une des préoccupations actuelles du ministre de la Santé. Lors d'une visite d'inspection à Adrar et Béchar dans le Sud du pays, Abdelmalek Boudiaf n'est pas parti les mains vides dans ces régions. Les deux wilayas avaient droit à des réalisations grandioses en matière d'infrastructures hospitalières et des fonds pour améliorer le secteur de la santé. Il a amené également son lot de promesses pour développer ce secteur dans d'autres wilayas du Sud.

De notre envoyée spéciale à Adrar et Béchar, Louiza Ait Ramdane

La première préoccupation soulevée par les citoyens de Béchar et d'Adrar était le manque de médecins spécialistes dans ces deux régions et dans le Sud d'une manière générale. Interpellé sur ce point, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a tenu à rassurer que l'Etat accorde de la priorité aux wilayas du Sud en matière de renforcement de prestations et de personnels médicaux et la réalisation de structures hospitalières. En vue de combler le déficit dans ces régions, Abdelmalek Boudiaf s'est engagé devant la population locale à renforcer le personnel médical en spécialistes à travers l'affectation de 2 400 médecins spécialistes sur l'ensemble du territoire national, tout en assurant que des logements d'astreinte seront mis à la disposition de ces médecins pluridisciplinaires, concernés par l'affectation.

«Depuis la fin 2013, j'ai pris la décision de ne pas ouvrir des postes budgétaires pour les médecins spécialistes dans 17 wilayas du Nord du pays, afin d'améliorer et couvrir des spécialités dans de nombreuses wilayas du Sud», a indiqué le ministre, en marge de sa visite dans la wilaya d'Adrar. Concernant le personnel paramédical, deux sessions de formation de 6 500 ATS (aides soignants) sont prévues sur l'ensemble des wilayas du pays. Ce personnel sera recruté par दौरa et commune où ils ont été formés, pour rester et y pratiquer. «Toutes les wilayas du Sud disposeront de leur établissement de formation de paramédicaux. Nous sommes en train de finaliser des nouvelles mesures de recrutement des paramédicaux dans les wilayas enclavées, en application aux instructions du Premier ministre Sellal», a encore précisé le ministre de la Santé.

Dorénavant, les affectations de praticiens assistants titulaires du DEMS assujetti au service civil ont débuté hier, via Internet, et se poursuivront jusqu'au 30 du mois en cours. Les lauréats de DEMS de la session (janvier-février 2015) pourront choisir via le Net le poste d'affectation. Le département de la santé offre également à ces médecins la possibilité de déposer un recours d'une période ne dépassant pas 10 jours et ce, à compter du 1^{er} avril de l'année en cours.

Un pôle sanitaire livré avant la fin de l'année à Adrar

La ville d'Adrar sera dotée d'un pôle sanitaire composé de quatre hôpitaux avant la fin de l'année en cours pour une enveloppe de 15 milliards DA, en plus de 200 millions DA pour l'équipement. Le ministre de la Santé, Abdelmalek

Boudiaf, en visite mercredi et jeudi dans cette wilaya du Sud du pays, a insisté sur l'achèvement avant la fin de l'année des travaux de réalisation de ce pôle qui compte un centre anti-cancer, un autre de psychiatrie et deux hôpitaux de 120 et de 240 lits et d'une zone médicale unifiée susceptible de renforcer et de compléter les prestations sanitaires assurées au niveau du pôle.

«Aucun retard ne sera toléré vu que toutes les conditions requises ont été réunies», a lancé le ministre en direction des responsables en charge de ces projets, les appelant au respect aussi des normes en vigueur pour la réalisation des structures hospitalières. Le ministre qui a donné instruction pour la réalisation de 60 logements au profit des médecins, au moins pour chaque nouvelle structure de santé, et à réunir les conditions favorables pour attirer les praticiens spécialistes dans la région et à assurer leur stabilité, a également exhorté les autorités locales pour accélérer les procédures d'acquisition de 13 ambulances pour faciliter l'évacuation des malades en plus de 50 ambulances existantes.

Concernant le transfert des patients par voie aérienne, le ministre a indiqué que la procédure est en cours d'étude, précisant que ce dossier «lourd» exigeait d'importants préparatifs sur les plans technique, matériel et des ressources humaines. Boudiaf a évoqué la possibilité d'utiliser deux à trois hélicoptères dans un premier temps, en accordant la priorité aux wilayas du Sud. Le corps médical spécialisé exerçant dans la wilaya d'Adrar, au nombre de 85 actuellement, sera consolidé avec un renfort de 96 autres spécialistes dans différents filières médicales, a encore assuré M. Boudiaf, avant de mettre en exergue l'importance des programmes de jumelage avec les établissements hospitaliers du nord du pays, dans le but de poursuivre les efforts d'amélioration des prestations médicales et de la formation continue du corps médical dans la région. Le ministre de la Santé a annoncé à l'occasion que 440 paramédicaux seront affectés en juin prochain au niveau des centres de santé et autres structures de santé de la wilaya qui a bénéficié de 95 postes budgétaires pour des médecins spécialistes au titre de l'année 2015. Dans la daïra de Reggane (Adrar), Boudiaf a inspecté, jeudi, l'hôpital de la ville, doté d'un scanner dont le fonctionnement et l'entretien seront assurés par un ingénieur spécialement recruté tout comme un radiologue. Une initiative qui a été vivement saluée par la population locale. Le ministre s'est ensuite engagé des prestations médicales offertes par la polyclinique et l'établissement public hospitalier (146 lits).

A Aoulef, le ministre a inauguré un hôpital de 60 lits pour lequel un



Ph:V. Mehdi/A. A.

montant de 5 milliards de dinars a été dégagé pour son équipement. Il sera opérationnel au mois de juin prochain, a-t-on précisé. Cet établissement public hospitalier (EPH), verra, dans un bref délai, son staff médical renforcé et sera doté d'un scanner, a annoncé le ministre de la Santé. «Cet hôpital sera renforcé en paramédicaux, après la sortie d'une promotion de 470 agents de l'Institut de formation paramédicale d'Adrar en juin 2015. Il faudra aussi que nous arrivions à déployer suffisamment de praticiens et généralistes pour couvrir cette région», a indiqué encore le ministre, ajoutant qu'«une partie de cet effectif sera orientée pour encadrer cette structure qui sera également dotée d'un scanner, en plus d'un financement de 300 millions DA pour son équipement», a fait savoir M. Boudiaf, qui s'est engagé, après avoir écouté les doléances des responsables du secteur liées notamment à l'équipement de cet établissement en moyens de climatisation et d'un service d'hémodialyse, à trouver les solutions idoines. Pour assurer une meilleure prestation sanitaire aux habitants du Sud du pays, le ministre a fait savoir qu'un projet est en préparation pour soigner des malades à travers la mise en place des clinomobiles pour les zones enclavées.

43 médecins spécialistes recrutés en 2015 à Béchar

Le secteur de la Santé de la wilaya de Béchar a bénéficié au titre de cette année de 43 nouveaux postes budgétaires pour médecins spécialistes, dans l'unique but de l'amélioration de la prise en charge des différentes pathologies médicales dans la région, a indiqué jeudi le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf en visite dans la wilaya. «A Béchar nous disposons de 97 médecins spécialistes. Nous œuvrons pour que cette couverture médicale spécialisée concerne

toutes les wilayas du pays. Une fois le problème réglé, nous passons à l'étape qualitative pour une offre de soins supplémentaire», a expliqué le ministre de la Santé, soulignant que la même approche sera appliquée pour le personnel paramédical.

Le ministre qui s'est enquis de l'état d'avancement des travaux du centre anti-cancer, d'une capacité d'accueil de 140 lits, dont les travaux ont été lancés en février 2013 pour un coût de plus de 636 millions de DA, a constaté un grand retard dans les délais de livraison. Cette infrastructure qui doit être opérationnelle en 2017 ne sera pas prête, selon les explications données sur place au ministre, par les responsables locaux. Sur place, Abdelmalek Boudiaf a estimé que les délais de sa livraison sont trop excessifs, d'où la nécessité de l'accélération du rythme des travaux pour qu'elle soit livrée avant afin de renforcer le secteur et par la prise en charge efficace des pathologies cancéreuses dans le sud-ouest du pays. «Je reviendrai prochainement pour vous évaluer. Si l'état d'avancement ne bouge pas, je promets des sanctions sévères à tout le personnel impliqué», a dit le ministre à ces responsables. Ces derniers ont expliqué que des mises en demeure ont été adressées au bureau d'études qui n'a pas encore répondu. Face à cette situation, le ministre a indiqué qu'une inspection sera entamée la semaine prochaine et que des mesures seront prises à l'encontre du bureau d'études.

A l'hôpital Tourabi-Boudjemaa de 240 lits où il s'est rendu également, Abdelmalek Boudiaf a procédé en compagnie des autorités locales, à l'inauguration du nouveau service des urgences médicales (UMC) réalisé et équipé avec un enveloppe financière de 120 millions dégagee au titre du programme sectoriel de développement. Cette nouvelle structure médicale comprend plusieurs services, notamment la salle de tri des cas de maladie d'urgence,

des salles de déchoquage, réanimation, radiologie et des soins, dispose avec les moyens humains et équipements médicaux mis à sa disposition d'une capacité d'accueil de plus de 120 malades par jour. Le même hôpital où exerce actuellement 87 spécialistes médicaux.

Abdelmalek Boudiaf a achevé sa visite de travail à Béchar par une rencontre avec les cadres locaux et centraux de son secteur où des questions liées à l'amélioration des prestations de services médicales et au développement du secteur dans cette wilaya ont été débattues.

Prochaine rencontre sur la situation du secteur dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux

Le dossier du Sud sera ouvert prochainement. Une rencontre nationale sur la situation du secteur de la santé dans les wilayas du Sud sera organisée le mois prochain à Ouargla, a fait savoir le ministre de la Santé.

Cette rencontre qui regroupera en plus des professionnels du secteur de ces régions, des représentants des différentes corporations relevant également du secteur ainsi que les élus et les responsables locaux des directions locales de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, a pour objectif de débattre, de faire le bilan de la situation et d'arrêter une feuille de route de développement des activités de la santé publique pour une meilleure prise en charge des besoins de la population de ces régions. «L'identification des besoins en santé et l'amélioration des conditions de prise en charge des malades et des pathologies ainsi que les moyens du renforcement en encadrement médical spécialisé des structures hospitalières de ces régions seront également au centre des débats de cette rencontre nationale», a-t-il signalé. L.

A. R.

Le ministre du Commerce Amara Benyoune à Béjaïa

«Nous ne faisons pas de notre adhésion à l'OMC une obsession»

■ «Nous ne faisons pas de notre adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une obsession», a déclaré jeudi dernier sur Radio Soummam, le ministre du Commerce Amara Benyoune, en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béjaïa.



Par Hocine Cherfa

Le ministre dira que «la preuve en est que l'Algérie a entamé les négociations avec l'OMC en 1987 et depuis 160 pays ont adhéré à cette organisation et notre pays pas encore». Selon lui, «l'Algérie pourrait adhérer à cette Organisation mondiale du commerce en décembre prochain lors de son assemblée générale si nous serons prêts d'ici-là, sinon dit-il, en 2016 ou même en 2017». «Notre adhésion à l'OMC, a-t-il ajouté, se fera, mais en préservant les intérêts du pays comme la toujours instruit le président de la République». Et d'ajouter: «Nous attelons à répondre à 31 questions posées par l'UE et les USA pour notre

adhésion. «Une réunion a eu lieu mercredi et une autre dimanche sur cette question», poursuit, le ministre qui est auparavant revenu sur la question des augmentations disproportionnées des prix des produits agricoles frais en répétant la même chose qu'il y a quelques semaines, à savoir que ces produits sont soumis pour la majorité à la loi de l'offre et de la demande. «Ce n'est pas le ministère du Commerce qui fixe les prix», lance-t-il, encore avant de se contredire en disant que «le souci du ministère est la protection du consommateur et aussi sa santé et sa sécurité». Le pauvre citoyen doit encore souffrir du diktat des commerçants et surtout des gens qui tirent les ficelles derrière pour longtemps. Pour Benyoune, «en dehors de

quelques produits subventionnés et qui sont soumis au contrôle le reste est soumis à la loi du marché». Il dira : «Les prix diffèrent d'un marché à un autre surtout dans la capitale, avant de revenir sur le prix de la pomme de terre qu'il a observé de passage à Béjaïa, à savoir 55 DA, mais sans savoir ce que produit n'est pas trié donc il est loin d'être de bonne qualité. Pour lui, «la presse peut se tromper, car les prix diffèrent d'un marché à un autre». Il a préconisé pour cela de «communiquer, chaque mois, les indices des produits». Dans le même sillage, il a annoncé (chose qu'on va vérifier plus tard), «l'éradication de la mentalité de stockage de produits», seule mesure concrète d'ailleurs, pouvant enfin réduire un petit

peu les prix qui ont atteint un niveau culminant depuis plusieurs mois». «Certains produits connaissent une tension durant une période de deux à trois mois», dit-il mais «avec le ministre de l'Agriculture nous allons étudier la façon de mettre fin à la tension sur ces produits de consommation courante», a soutenu le ministre du Commerce qui, faut-il, le rappeler, a assisté au défilé des troupes participant à la 9^e édition du Festival national de la chorale depuis la cour du 1^{er} Novembre jusqu'au Théâtre Régional Malek Bouguermouh et son inauguration par la suite. Un festival qui a regroupé plus de 320 jeunes venus de 15 wilayas du pays et organisé sous le patronage du ministre de la Jeunesse. La rencontre a coûté 350 millions de centimes; quatre lauréats recevront des prix à l'issue du concours. Aussi, le ministre a participé dans la matinée, avec les autorités de la wilaya à la célébration et la commémoration du 53^e anniversaire de la fête de la victoire «Le Cessez-le-Feu» qui a été marqué par les hommages rendus à plusieurs moudjahidines connus dans la région et qui nous ont quittés ainsi qu'à d'anciens Scouts Musulmans Algériens à qui il a été remis des cadeaux symboliques. Benyoune a inauguré dans son premier déplacement la matinée, le marché de proximité sis sur le boulevard des Aurès où il a remis 44 décisions aux exploitants de cette infrastructure. Le ministre a visité ensuite le projet de réhabilitation «du marché de gros» des fruits et légumes d'Ali Lebher qui dispose de 76 carreaux. Il a annoncé, à ce propos, la construction d'un grand marché de gros à Oued-Ghir, un projet déjà annoncé il y

a des années, mais qui n'a pas vu, encore, le jour. Une autre halte a été effectuée par la suite au niveau du projet de réalisation du nouveau siège de la DCP qui coûtera 14 milliards de centimes, puis, un arrêt pour inspecter le projet de réalisation d'un Laboratoire d'analyse (CACQE) situé au niveau du Boulevard Krim Belkacem qui n'a pas encore été équipé depuis trois ans. Sur ce point, Benyoune trouve anormal que de l'argent soit dépensé pour réaliser des équipements publics qui restent fermés. Il a, ensuite, inauguré le siège de l'inspection aux frontières sur le même Boulevard, un projet qui a coûté 3,9 milliards de centimes à la trésorerie de l'Etat. Dans l'après-midi, c'est l'unité de production d'eau minérale «Ifri» dans la commune d'Ouzellagoune et l'unité industrielle «Général Emballage» et la Laiterie Soummam des entreprises exportatrices, qui ont reçu la visite de la délégation ministérielle. Les unités Alcost, Ecotal et Cevital ont été également visitées par le ministre. H. C.

Algérie Télécom lance Noonbooks Une bibliothèque numérique en langue arabe

UNE NOUVELLE bibliothèque numérique «Noonbooks», contenant plus de 30 000 ouvrages exclusivement en langue arabe, vient d'être lancée par Algérie Télécom (AT), a annoncé vendredi son P-DG, Azouaou Mehmel. «Après la bibliothèque numérique Fimaktabati avec un contenu en langue française, AT lance une bibliothèque en ligne, cette fois-ci, arabophone qui a pour nom commercial Noonbooks», a indiqué Mehmel dans un entretien à l'APS. Cette bibliothèque, consultable via le portail web «www.noonbooks.dz», permettra d'accéder aux dernières publications de centaines de maisons d'éditions internationales en langue arabe, a-t-il précisé. La bibliothèque numérique Noonbooks contient plus de 30 000 livres sur les sciences exactes, la gestion, les sciences humaines, le droit, le développement personnel et la culture générale notamment. Les internautes auront la possibilité de consulter tous les ouvrages de leurs choix en illimité sur Noonbooks qui dispose d'un moteur de recherche avancé permettant une aisance dans la recherche des ouvrages. L.M./ APS

Exportation des produits de fabrication locale

«Nos producteurs nationaux prochainement dans la cour des grands»

Le ministre du Commerce, Amara Benyoune a plaidé, lors d'une visite de travail, effectuée ce jeudi à Béjaïa, en faveur d'une nouvelle dynamique en matière d'exportation des produits de fabrication locale. Beaucoup d'entreprises sont en état de relever le défi de la concurrence et celui de leur placement à l'international. C'est ce qu'a estimé Amara Benyoune. Il a ajouté que l'Algérie abrite déjà beaucoup d'entreprises dynamiques qui fabriquent des produits de haute qualité. En prenant comme exemple, un certain nombre d'entre elles localisées dans la wilaya de Béjaïa, et qui à son sens, confirme un début prometteur, susceptible de constituer un exemple à suivre en la matière. Quelques-unes éprouvent déjà avec succès l'expérience internationale, notamment Cevital, sucre et corps gras, et Générale emballage», spécialisée dans le carton ondulé, d'autres y arrivent, notamment Alcost, «fabricant de costumes,

Icotal», spécialisée dans les produits cotonneux, chemises et sous-vêtements entre autres, et STPA, activant dans la production de fruits et légumes surgelés ainsi que dans la fabrication d'intrants pour les jus et les yaourts en préparant un plan de charge dans ce sens alors qu'un autre groupe est en stand-by, attendant l'opportunité de s'y aventurer. Autant d'unités, du reste passées en revue à l'occasion de cette visite et qui toutes ont laissé des impressions positives. Durant l'exercice 2014, pas moins de 12 opérateurs s'y sont tentés, en exportant vers différentes régions du monde près de 500 000 tonnes de marchandises pour une valeur de l'ordre de 18 milliards de dinars, selon la Direction du commerce. En tout état de cause, le ministre a réaffirmé, la tenue en avril prochain, d'une conférence nationale, à laquelle sont conviées, les organisations patronales, L'UGTA, les industriels ainsi que tous les acteurs gravitant autour du

commerce extérieur, pour débattre et examiner les possibilités d'amélioration de l'acte d'exportation, et surtout sortir avec une nouvelle stratégie nationale en la matière. «Le ministre n'a pas manqué dans cette perspective de mettre en exergue l'intérêt de torde le cou à la culture de l'importation et de favoriser l'économie nationale qui, de son point de vue, à le potentiel pour en réduire la facture et soutenir la concurrence». Pour le ministre, cette démarche ne participe pas d'une simple vue mais traduit la volonté des pouvoirs publics de favoriser l'émergence d'une économie performante, et ce en favorisant les incitations mais aussi en développant une série d'instruments susceptibles d'y parvenir. «La multiplication des marchés de proximité, la réorganisation du commerce de gros, la création de laboratoires d'analyses en sont de ceux-là, qu'il y a lieu, dira-t-il d'enrichir, d'affiner et de consolider.»

Thinhine Khouchi

Blida

Mariage collectif pour 25 orphelines

■ Au total 25 jeunes filles orphelines, âgées de 20 à 28 ans, ont convolé en justes noces à Blida, à la faveur d'un mariage collectif organisé, mardi soir, par l'association caritative Kafil El Yatim.

Par Ghani Y.

Animée par une troupe de Medahate d'Alger, la cérémonie de mariage a été organisée à la salle des fêtes «Palais El Andalous» d'Ouled Yaïch, en présence d'un grand nombre d'invitées, dont les parentes des mariées, des bienfaitrices et des journalistes, venues s'associer à la joie des nouvelles mariées. Auparavant, les mariées ont bénéficié d'une virée à travers Blida, durant laquelle leur cortège nuptial, fait d'une longue file

de véhicules ornés de fleurs multicolores, a sillonné les grandes artères de la ville, avant de s'arrêter au niveau de la salle des fêtes où les jeunes filles, vêtues de beaux karakou traditionnels, ont été introduites sous des youyous stridents. Selon Tirouche Nabila, chargée de la communication auprès de l'association Kafil El Yatim, outre la cérémonie de mariage, chaque mariée a bénéficié d'un trousseau d'une valeur de 150 000 DA. L'opération a été financée par des bienfaiteurs. «Notre but principal est d'apporter un peu de joie et de bonheur à ces jeunes orphelines», a-t-elle souligné. Pour leur part, les invitées ont loué cette initiative du reste généreuse, exprimant leur souhait de voir se multiplier ce genre d'actions charitables au sein de la société. Ces nouvelles mariées bénéficieront,



samedi prochain, d'une session pour les préparer à la vie conjugale, où l'encadrement sera assuré par des psychologues, des sociologues et des hommes de culte. Selon la

même source, il s'agit là de la deuxième action du genre à être organisée par cette association caritative, après un premier mariage collectif organisé, en 2014, au profit de 50 orphelines,

sachant qu'une troisième initiative similaire est programmée pour le 29 mai prochain au profit de pas moins de 115 autres jeunes filles.

G. Y.

Annaba

De jeunes opérateurs bénéficient d'une formation dispensée par Algérie-Télécom

SEPT JEUNES opérateurs ayant initié à Annaba, avec le soutien de l'Ansej, des micro-entreprises spécialisées dans les domaines de l'électronique et de l'informatique, bénéficient d'un programme de formation et d'accompagnement dans le cadre d'une convention liant cette agence à Algérie Télécom. La remise des contrats de formation et d'accompagnement a été effectuée lors de la clôture d'une rencontre d'information et de sensibilisation à l'entrepreneuriat organisée par l'Ansej à la faculté de droit située au pôle universitaire d'El Bouni, en présence des cadres des deux organismes et de nombreux étudiants. Les bénéficiaires suivront pendant 45 jours dans les ateliers d'Algérie Télécom une formation pratique consacrée, notamment à la maintenance, qui leur permettra de se conformer, dans leurs activités, aux clauses des cahiers des charges de l'opérateur historique de téléphonie, a souligné le directeur d'Algérie Télécom Annaba, Rachid Boussaha. Au cours de cette rencontre d'information animée par des cadres de l'Ansej et des universitaires, les étudiants ont été sensibilisés à l'entrepreneuriat et aux opportunités offertes pour créer une micro-entreprise et des emplois, tout en encourageant l'innovation et la création de richesses. La rencontre a également permis d'informer les jeunes sur les divers avantages offerts par l'Ansej aux porteurs de projets, en matière de financement, de formation et d'accompagnement. Près de 780 micro-entreprises ont été créées en 2014 à Annaba dans le cadre du dispositif de l'Ansej, avec, à la clé, 2 300 emplois directs, a indiqué le directeur local de l'Agence, Ahmed Kahlouche, qui a signalé que 150 autres micro-entreprises ont déjà été créées en 2015. Vingt jeunes initiateurs de micro-entreprises ont bénéficié de la formule formation-accompagnement assurée par Algérie Télécom Annaba, a encore rappelé M. Kahlouche.

L.K./APS

Année internationale de la Lumière

Un riche programme d'activités scientifiques prévu à l'USTO

Plusieurs activités scientifiques sont prévues par l'Université des Sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB), les 15 et 16 avril prochain, dans le cadre de la manifestation 2015, Année internationale de la Lumière et des Techniques utilisant la lumière, a-t-on appris auprès de cet établissement d'enseignement supérieur.

2015 a été proclamé Année Internationale de la Lumière et des Techniques utilisant la Lumière (AL2015) lors de la 68^e session de la Conférence générale de l'ONU. L'objectif ciblé

est de «sensibiliser le public à la capacité des techniques utilisant la lumière de contribuer au développement durable et d'apporter des solutions aux grands défis contemporains tels que l'énergie, l'éducation, l'agriculture et la santé». Cette Année Internationale est à l'initiative d'un consortium rassemblant un large panel d'institutions scientifiques et de l'Unesco. «L'USTO-MB a été retenue par la tutelle avec une dizaine d'autres établissements pour la célébration de cet événement», a-t-on noté. L'événement sera célébré avec la

collaboration de différentes organisations telles que les associations scientifiques, les sociétés savantes, les institutions d'enseignement, les plateformes technologiques, les associations non-lucratives et de nombreux partenaires du secteur privé. Neuf laboratoires de recherche relevant de l'USTO-MB seront mobilisés dans le cadre de cette manifestation afin de mettre en relief leurs activités dans des domaines en relation avec la lumière, a-t-on indiqué de même source.

R. N.

Centre d'appels du ministère de l'Intérieur Plus de 14 000 requêtes traitées

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a traité 14 056 requêtes sur 37 413 reçues par le centre d'appel (1100) depuis sa mise en service le 4 janvier jusqu'au 10 mars 2015, a-t-on appris auprès du ministère. La plupart des requêtes concernent, selon la même source, les problèmes liés au logement et à l'emploi, en sus

des problèmes d'eau, de gaz, d'électricité, d'électrification publique et d'aménagement du territoire. Grâce à la base de données et aux communications, le centre assure un suivi des problèmes du citoyen par l'administration la plus proche de son lieu de résidence pour les traiter d'une part, et contrôler les autorités locales, d'autre part.

Parallèlement au traitement des requêtes, le centre fournit des explications aux citoyens à travers le répondeur automatique opérationnel 24/24h. Il a répondu à 272 986 appels dont 148 833 liés à l'état civil, 70 385 au passeport biométrique et à la carte d'identité nationale, 24 674 au permis de conduire et à la carte grise, 17 542 aux activités

associatives et 11 552 aux activités réglementées. Le centre a reçu 115 505 appels à travers lesquels il a fourni aux citoyens des informations complémentaires relatives à la constitution des dossiers administratifs à travers l'exploitation du catalogue des procédures administratives intégré dans l'application poste client du centre d'appel. Y. O.

Chlef

Grève des travailleurs de la cimenterie de Oued Sly

Les travailleurs de l'entreprise de ciment et dérivés de la zone industrielle d'Oued Sly, à 8 km à l'ouest de Chlef, sont entrés dans une grève ouverte pour revendiquer un relèvement de leur prime de performance professionnelle. Les grévistes, qui se sont rassemblés devant le portail principal de cette entreprise publique, ont exprimé plusieurs revendications professionnelles, dont la principale est la hausse de la prime de per-

formance (Bonus), justifiant cette demande par les «gains réalisés par l'entreprise l'année dernière». Les autres revendications portent sur l'arrêt du licenciement des travailleurs contractuels pour des «raisons injustifiées», selon les grévistes, d'autant plus qu'il s'agit, pour certains, de pères de famille ayant travaillé pour une durée de 10 ans, ont-ils assuré. Le responsable des ressources humaines de cette entreprise, Mohamed Bentayeb, a

indiqué que sa direction procédera, la semaine prochaine, à l'étude de la prime de performance en vue de son relèvement, suivant les objectifs économiques fixés pour l'entreprise, dont la hausse de la capacité de production. Il a, en outre, promis que l'entreprise examinera «le degré d'objectivité» des autres revendications, en vue de leur satisfaction.

Adem K.

Eau potable

Projet de réhabilitation du réseau à Tamanrasset

Un projet de réhabilitation de la canalisation principale d'eau potable alimentant la commune d'In-Ghar (700 km au nord de Tamanrasset) est en cours d'exécution, a-t-on appris hier, des responsables de cette collectivité. Une enveloppe de plus de 99 millions DA a été allouée à cette opération qui s'inscrit dans le cadre des projets sectoriels de

l'année en cours, et visant la réhabilitation de cette canalisation principale qui alimente cette collectivité en eau potable sur une distance de 12 km, au départ de la zone de Tagbara, a indiqué le vice-président de l'Assemblée populaire de cette commune. Il est ainsi procédé au changement des canalisations par la pose de nouvelles

conduites de 315 ml de diamètre, a précisé Said Ben-Alioua. Les travaux du projet, lancés dernièrement, ont été confiés à une entreprise privée, et le suivi technique à l'organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique de Tamanrasset, avec un délai de réalisation fixé à 6 mois, selon la même source. Ce projet

devra permettre de remédier aux perturbations dans la distribution de l'eau potable au niveau des différents quartiers de la commune d'In-Ghar, en plus d'assurer un approvisionnement en eau potable, 24/24h, pour ses plus de 11 000 habitants, selon le même responsable.

El Hadi K.

Boumerdès

Mise en valeur d'un millier d'hectares de terres agricoles

■ Une superficie d'au moins 1 000 ha de terres agricoles inexploitées est programmée à la mise en valeur, durant l'année 2015 à Boumerdès, a-t-on appris jeudi, du directeur des services agricoles de la wilaya.

Par Salim F.

Le programme de valorisation des terres a fait, dernièrement, l'objet d'une offre d'appel national pour la désignation des entreprises d'étude et de réalisation, auxquelles il sera confié, en vue du lancement «prochain de sa mise en œuvre», a indiqué Mohamed Kherroubi, lors de la session ordinaire de l'APW, ouverte mercredi et se poursuivant jeudi, consacrée à l'examen du bilan d'activités de la wilaya pour l'année 2014.

La superficie concernée, dont la mise en valeur sera financée sur le budget de l'Etat, au titre des programmes sectoriels 2014, est répartie à travers les localités de Béni Amrane, Aumale, Taouergua, Baghliia, Afir, Ben Choud, Kherrouba, Bouzegza Keddara, Larbaatache, Chaabat El Ameur et Timizrîit, a déclaré ce responsable.

Selon M. Kherroubi, la mise en valeur de ces terres agricoles inexploitées relevant du domaine privé, permettra la compensation d'une surface de 300 ha prélevée,



PH. > D. R.

ces dernières années, sur la superficie agricole de la wilaya, en vue de l'implantation de structures et équipements publics.

Parallèlement, elle permettra également la compensation d'autres surfaces agricoles prévues au prélèvement, après le feu vert du ministère de l'Agriculture

et du Développement rural, en vue de l'implantation de 70 projets de développement publics. Une fois leur mise en valeur achevée, la superficie agricole de la wilaya sera portée à plus de 98 500 ha, dont près de 64 700 ha de superficie agricole utile (SAU) et près de 20 500 de superficie irriguée,

selon les estimations de la DSA. Une surface agricole globale de pas moins de 1 000 ha a été mise en valeur à Boumerdès, depuis 2004, à travers les communes de Legata, Taouergua, Afir, Baghliia, et d'autres zones montagneuses de la wilaya, a-t-on ajouté de même source. **S.F./APS**

Tipasa Le gaz naturel pour 253 foyers dans la ville de Sidi Semiane

DEUX CENT cinquante trois (253) foyers de la ville montagnaise de Sidi Semiane, à environ 50 km au sud-ouest de Tipasa, ont été raccordés, jeudi, au réseau public de distribution de gaz naturel, à l'occasion des festivités de commémoration de la fête de la victoire (19 mars).

La mise en service de ce réseau de distribution de gaz naturel, au profit de cette ville des hauteurs de Cherchell, a été lancée par le wali Mustapha Layadi, au titre du programme quinquennal 2010-2014. Des travaux sont en cours en vue du raccordement de deux autres régions englobant 47 foyers, au même réseau de gaz naturel, selon les explications fournies, sur place, par les responsables locaux de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, chargée du projet. L'opération, qui profitera à terme à 1 265 habitants de cette localité reculée, vise, outre l'amélioration du cadre de vie des citoyens, à la réduction de la demande sur le gaz butane et sur l'énergie électrique, en période hivernale. Le projet, rappelle-t-on, a été lancé en travaux en mai 2013, pour une enveloppe globale de 272 millions de DA, dont un taux de 75 % dégagé sur le budget de l'Etat (204 millions) et le reste sur celui de la Sonelgaz. M. Layadi a incité, à l'occasion, les responsables du secteur local de l'énergie à accélérer la mise en œuvre des programmes de développement relatifs au raccordement des villages et zones de montage au réseau de gaz de ville, afin d'encourager la stabilisation de leurs populations sur leurs terres. Cette opportunité a donné lieu au lancement, par le wali, des travaux de réalisation d'un lycée de 1000 places, à la cité Bakora de Cherchell, en perspective de la distribution de 450 logements publics localisés (LPL), réalisés dans le périmètre de cet établissement scolaire, dont la réception est prévue pour fin 2016. Le chef de l'exécutif local a également procédé à la mise en service d'une unité légère de la Protection civile, dans la commune côtière de Hadjeret Ennos, en perspective de la prochaine saison estivale, parallèlement à l'ouverture du stade communal, à la grande joie des jeunes de cette ville. **N. T.**

Bilan hebdomadaire de la Protection civile de Boumerdès

Quatre-vingt douze interventions liées aux accidents causant 2 morts et 46 blessés

La direction de la Protection civile présente le bilan de la dernière semaine du mois de mars allant du 8 au 15. Ainsi, le bilan indique que pas moins de 411 interventions ont été effectuées par les différentes unités disséminées à travers la wilaya. Le commandant Ahmed Moknine, chargé de communication au niveau de ladite structure départementale, a expliqué que parmi ces dernières 92 sont liées aux accidents survenus sur les réseaux routiers, la route nationale 5 reliant l'est du pays, la RN 12 vers la ville des Genêts Tizi-Ouzou et la RN 24 du littoral. Des sinistres qui ont fait état d'un bilan de 2 morts et 46

blessés. Par ailleurs, notre interlocuteur a ajouté que les 206 autres interventions ont été effectuées par les ambulanciers, suite à des appels téléphoniques émanant des citoyens. Lesquels appels sont liés aux accidents domestiques ou pour intervenir pour la prise en charge des malades et les évacuer vers les centres de santé.

Par ailleurs, le bilan indique que dans le cadre de ses activités les services de la Protection civile ont procédé aussi à 28 interventions liées aux différents types d'incendie, de broussaille, de forêt et autres. Outre ceux cités, 85 autres sorties ont été enregistrées par les

ambulanciers pour différentes opérations.

Par ailleurs, le commandant Ahmed Moknine, n'a pas manqué de signaler, la journée de sensibilisation organisée au profit des cadres de l'Education nationale, des officiers de la Protection civile sur la prévention ayant pour thème «La gestion des grands dangers, à savoir les tremblements de terre, les inondations». Cette initiative entre dans le cadre du programme de la direction générale de la Protection civile et en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et aussi le ministère de l'Education. **Ahmed Kichni**

El-Bayadh

Quarante-deux cas confirmés dans sept foyers de fièvre aphteuse

Quarante-deux têtes bovines ont été confirmées atteintes de la fièvre aphteuse, dans sept foyers suspects de cette zoonose, détectés par la direction des services agricoles, à travers le territoire de la wilaya d'El-Bayadh qui ont aussitôt pris des mesures pour circonscrire la maladie, a-t-on appris jeudi auprès de l'Inspection vétérinaire de la wilaya. Quarante cas de la maladie, confirmés sur des bovins, après analyse en laboratoire, ont été détectés au niveau d'une exploitation agricole dans la région dite «Behidhane Naâm», à 20 km de la commune de Bougtob, et les deux autres cas ont été enregistrés dans la commune d'El-Kef Lahmar, a affirmé l'inspecteur vétérinaire

de la wilaya. Selon Houari Saâd, 47 autres têtes de bovins pourraient être atteints de cette pathologie, dans les communes de Roggassa, Cheguig, El-Kheither, Tismoulina et Labiodh Sidi Cheikh, les premières constatations ayant permis de déceler les mêmes symptômes de cette maladie animale. Les services vétérinaires ont, par mesure de prévention pour éviter la propagation de la maladie, pris une série de dispositions pour circonscrire les foyers suspects de la fièvre aphteuse, dont l'isolement des cas atteints, l'interdiction d'entrée et de sortie des troupeaux dans les régions sous contrôle vétérinaire, l'organisation du transport du cheptel ainsi que la coordination des efforts

avec les inspections vétérinaires des wilayas voisines. Les mêmes services ont, depuis l'apparition des premiers cas de fièvre aphteuse, lancé une campagne de vaccination ayant touché, depuis la mi-février dernier, plus de 65 000 têtes ovines, 6 233 caprins et 866 bovins, appartenant à plus de 215 éleveurs. Cette campagne se poursuivra pour toucher l'ensemble du cheptel à travers la wilaya, a indiqué l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, en précisant qu'aucun cas de fièvre aphteuse chez les bovidés n'a été enregistré l'été dernier dans la wilaya et que «tout porte à croire que la propagation de la maladie soit intervenue à partir de wilayas de l'Est du pays». **L.B./APS**



Nucléaire

Obama appelle l'Iran à saisir une «opportunité historique»

■ Le président Barack Obama a appelé l'Iran à saisir l'«opportunité historique» de sceller un accord sur son programme nucléaire controversé, Téhéran répliquant que les grandes puissances devaient maintenant accepter un règlement à quelques jours de l'échéance.

Dans cette course contre la montre, les dirigeants allemand Angela Merkel, français François Hollande et britannique David Cameron se sont aussi concertés hier matin à Bruxelles avec la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini.

«Les jours et les semaines à venir seront cruciaux. Les négociations ont progressé mais des différences demeurent», a souligné le président Obama dans un message vidéo, sous-titré en farsi, diffusé à l'occasion de la fête du Norouz, le Nouvel An iranien, qui commence aujourd'hui.

«Je suis convaincu que nos pays ont une opportunité historique de résoudre ce problème de manière pacifique, il ne faut pas la rater», a plaidé le président des États-Unis.

Le groupe 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) fait tout pour trouver avec l'Iran un accord dit «politique» avant le 31 mars. Un tel document, très général, garantirait que l'Iran ne

fabrique jamais la bombe atomique, en échange d'une levée des sanctions internationales.

Répondant visiblement au message du président Obama, le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif a appelé le 5+1 à accepter le règlement en préparation: «Les Iraniens ont déjà fait leur choix: s'engager avec dignité. Il est grand temps pour les États-Unis et leurs alliés de choisir: pression ou accord», a-t-il mis en garde sur Twitter.

Dans le palais de Lausanne où se tiennent des tractations américano-iraniennes, Zarif et son homologue américain John Kerry avaient tous deux vanté jeudi les «progrès» de leurs discussions. Même si leurs négociations restent «difficiles».

Les deux ministres se rencontreraient de nouveau hier, sous l'égide de l'UE.

A l'approche de la date butoir, Washington avait dû démentir fermement, jeudi, qu'un «projet» d'accord «circule» déjà à Lausanne.

On ne sait pas jusqu'à quand les délégations resteront en

Suisse. Mais les Iraniens sont contraints par leur Nouvel An et Kerry par des obligations diplomatiques à Washington lundi.

Le casse-tête du nucléaire iranien empoisonne la communauté internationale depuis plus de douze ans.

Après 18 mois de pourparlers intenses et un accord international provisoire en novembre 2013, les pourparlers de Lausanne sont dominés par le couple Kerry-Zarif. Les autres ministres du 5+1 sont représentés par leurs directeurs politiques, dont celui de la France, considérée comme le pays le plus dur à l'égard de l'Iran.

Et des diplomates européens et américains ne cachent pas, en coulisses depuis le début de la semaine, leur scepticisme sur les chances de conclure avant le week-end.

«L'idée qu'on ait un accord hier soir, je n'y crois pas du tout», avait mis en garde jeudi un haut négociateur européen. «On est assez loin d'un accord. On n'y est pas du tout», avait-il insisté.

En cas de percée fin mars, les parties sont convenues de finaliser au 30 juin-1^{er} juillet tous les détails techniques d'un texte complet. L'accord-cadre politique fixerait les grands chapitres pour garantir le caractère pacifique des activités nucléaires iraniennes. Il établirait le principe du contrôle des infrastructures de l'Iran, la durée de l'accord et le calendrier d'une levée progressive des sanctions.

Sur ce dernier point, Téhéran



et le 5+1 s'affrontent.

L'Iran voudrait une levée en une seule fois et immédiatement des sanctions de l'ONU sur la prolifération. Ainsi que la suspension des mesures punitives prises par les États-Unis et l'UE qui étouffent Téhéran économiquement et l'isolent diplomatiquement.

Il y a aussi divergence sur la durée de l'accord - dix ou quinze ans - et sur la période dite de «breakout time» - un an - qui laisserait assez de temps au 5+1 pour réagir si l'Iran violait ses engagements. Autre point de discorde: la capacité d'enrichissement d'uranium qui serait laissée à l'Iran et donc le nombre de

centrifugeuses. Le chiffre de 6 000 est évoqué depuis des semaines.

Le président Obama a promis qu'il ferait tout, y compris militairement, pour empêcher l'Iran d'avoir la bombe. Mais depuis 2013, il mise sur la diplomatie et a fait d'un rapprochement avec la puissance chiite une priorité. Les deux pays ont rompu leurs relations diplomatiques en 1980.

«Pendant des décennies, nos pays ont été séparés par la méfiance et la peur. (...) Nous avons une occasion d'avancer qui bénéficiera à nos pays, et au monde, pendant de nombreuses années», a plaidé le président Obama.

Nord de l'Irak

Le groupe EI décapite trois combattants kurdes

Le groupe jihadiste État islamique (EI) a décapité trois peshmergas irakiens et menacé d'en tuer d'autres si les combattants kurdes poursuivaient le bombardement de ses fiefs dans le nord de l'Irak, dans une vidéo diffusée sur internet.

Les forces de la région autonome du Kurdistan, appuyées par les frappes aériennes de la coalition internationale menée par les États-Unis, combattent dans le nord irakien les jihadistes de ce groupe responsable de multiples atrocités.

La vidéo, diffusée dans la nuit de jeudi à hier sur les sites islamistes, débute avec des images de personnes blessées conduites dans un hôpital et une voix off affirmant qu'elles ont été touchées par des tirs de peshmergas.

Les trois prisonniers, habillés d'une combinaison orange et les

mains attachées derrière le dos, sont ensuite montrés à genoux. Ils sont ensuite décapités.

Des personnes, dont de jeunes enfants, sont visibles sur la vidéo, en train de regarder la scène.

Un combattant, s'adressant au président du Kurdistan Massoud Barzani, lance: «A chaque roquette que vous tirez contre les musulmans (...), nous tuons l'un de vos hommes entre nos mains».

En février, l'EI avait diffusé une vidéo qui montrait une dizaine d'hommes, présentés comme des peshmergas, enfermés dans des cages et promenés dans les rues.

La dernière vidéo est présentée comme ayant été filmée dans la province irakienne de Ninive (nord), sans plus de détails. Les autorités du Kurdistan n'avaient pas dans l'immédiat confirmé la

mort des peshmergas.

L'EI s'est emparé de larges pans de territoires en Irak en juin 2014, rencontrant quasiment aucune résistance des forces gouvernementales dont un grand nombre avaient fui devant sa progression. Les peshmergas avaient profité de la débandade de l'armée pour mettre la main sur certains territoires.

Mais l'armée, aidée des forces kurdes, des miliciens chiites et de tribus sunnites, avaient réussi à reprendre un peu de terrain ces derniers mois.

L'EI contrôle en particulier la deuxième ville du pays, Mossoul, capitale de Ninive, frontalière du Kurdistan. Ce groupe sème la terreur dans les secteurs qu'il contrôle en Irak mais aussi en Syrie, en se livrant à de multiples exactions comme des enlèvements et des décapitations.



Points chauds

Désaccords

Par Fouzia Mahmoudi

Si il est normal d'avoir des dissensions et des opinions qui diffèrent au sein d'un parti politique, l'UMP connaît en ce moment une période trouble au cours de laquelle chaque déclaration de cadres sonne comme le prétexte de l'implosion de la droite. Malheureusement pour la direction de l'UMP, comme pour les militants, qui sont fatigués des guéguerres qui minent leur parti, chaque semaine amène un nouveau sujet de discorde. Cette semaine, ce sont donc les repas servis aux cantines des écoles qui font débat. En effet, après la décision d'un maire UMP de supprimer dans sa ville les menus sans porc dans les établissements scolaires publics, l'UMP se retrouve face à un nouveau sujet délicat qui oppose ses différents cadres et dirigeants. Car si Nicolas Sarkozy, qui tente désespérément de se raccrocher à sa stratégie perdante de siphonner les électeurs du FN s'est dit opposé aux repas de substitutions, de nombreuses autres personnalités de droite ont fait connaître leurs désaccords. Parmi eux des sarkozystes purs et durs tel que Christian Jacob ou encore Henry Guaino, qui habituellement défend corps et âme son champion. «Je suis en désaccord total avec l'affaire du menu unique, où on n'offre pas un menu de substitution aux enfants qui, à cause des interdits que leurs familles leur ont inculqués, ne peuvent pas manger le menu qui leur est proposé. C'est un sujet qu'on ferait mieux d'aborder après les échéances électorales et pas la veille», a affirmé le député UMP des Yvelines pour qui «on vit dans une espèce de climat d'hystérie terrifiante, tout le monde a le devoir d'apaiser et de faire très attention aux emballements électoralistes». L'ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy a indiqué que, «sur le fond», il donnerait «en détail» sa «position personnelle» lorsqu'il aura achevé la mission sur l'Islam qui lui a été confiée, ainsi qu'à Gérard Darmanin (député du Nord), lors du conseil national de l'UMP du 7 février.

«Je pense qu'on aura un débat», a-t-il ajouté. Reste que cette nouvelle polémique ne fait que mettre en lumière les fissures qui craquent un parti que Nicolas Sarkozy veut dissoudre pour en reconstruire un nouveau sur des bases qu'il veut plus saines. Mais un nouveau parti qui aura la même direction et les mêmes cadres ne fera que déplacer le problème sans le régler. Le morcellement de la droite s'il se soldera assurément par une épique déroutée politique à court terme est ce qui sur le long terme seul pourrait sau-

Coup-franc direct



La magouille encore et toujours

Par Anouar M.

La magouille dans le football algérien est devenue une chose tellement banale que l'on n'est pas surpris quand quelconque crie au scandale et qu'il avertit sur un probable arrangement de matches entre des équipes et la chose devient encore plus grave quand il s'agit de clubs de l'élite et qui évoluent dans ce qu'on peut appeler le palier professionnel. Parler d'une magouille en Algérie est chose normale et même la corruption dans l'arbitrage s'est gangrénée. Ces derniers jours encore on parle de jeux de coulisses qui se trament en faveur d'un soi-disant grand club qui est plus que jamais menacé de relégation. Même les institutions qui gèrent le football national ne sont pas en reste puisque ce dernier est aidé par tous les moyens, sinon comment expliquer que la sanction qui lui a été infligée était vraiment légère alors que ce club est un récidiviste et qu'il avait déjà été sanctionné en jouant deux matches à huis clos et que cette sanction devait être plus lourde. Mais, il reste encore un long chemin à parcourir pour éliminer ce genre de pratiques. Le football algérien est à la croisée des chemins et il faudra vraiment qu'on tire la sonnette d'alarme pour lui rendre son lustre d'antan, ce qui passe par une gestion plus stricte du championnat pour éviter ce genre de pratiques à l'avenir.

A. M.

Coupe de la Confédération (1/16^{es} finale) La CAF confirme la qualification par forfait du Club africain

Le club de Dolphins (Nigeria), absent au stade de Rades (Tunisie) le samedi 14 mars 2015 à 15h, heure locale, pour le coup d'envoi de la rencontre face au Club Africain de Tunis en seizièmes de finale de la CAF est officiellement éliminé de cette épreuve, indique jeudi l'instance footballistique continentale. La Commission des Compétitions Interclubs de la CAF a rendu sa décision sur la base des différents rapports des officiels de la rencontre et des correspondances échangées entre les différentes parties, précise la même source. La Commission avait été saisie d'une requête du club nigérian après que Dolphins ne s'était pas présenté au stade. L'arbitre de la rencontre a constaté sur le terrain le forfait de cette formation. La Commission a considéré que la Fédération nigérienne n'avait pas respecté les dispositions du chapitre IX article 10.2 du règlement de la compétition qui font obligation à la fédération de l'équipe visiteuse d'informer la

Fédération de l'équipe hôte et la CAF de la date de l'arrivée dans la capitale du pays hôte au plus tard deux semaines avant la date prévue pour la rencontre. L'inobservation de cette disposition entraînant une amende de 2000 dollars. Selon la CAF, le club nigérian n'a informé qu'à la date du 13 mars, qu'il avait manqué le vol entre Port-Harcourt et Lagos et qu'il n'arriverait à Tunis que le jour de la rencontre sans demander un report de la rencontre.

Outre son élimination, Dolphins est exposé à d'autres sanctions financières qui pourraient être prises par la Commission. Le Club africain affrontera lors du prochain tour le qualifié de la double confrontation entre l'ASO Chlef (Algérie) et Horoya Conakry (Guinée). Le match aller déroulé à Bamako (Mali) a été soldé par la victoire des Guinéens (1-0). La deuxième manche est prévue pour le 3 avril prochain au stade Mohamed-El Boumezrag de Chlef.

Tour international de Sétif de cyclisme Nabil Baz s'illustre encore



Le coureur algérien Nabil Baz du Club Sovac, a remporté jeudi le maillot jaune du Tour international cycliste de Sétif dont la quatrième et dernière étape est revenue à l'Erythréen Aron Debretsion. L'Erythréen a franchi la ligne d'arrivée de l'étape courue entre Sétif-Tizi N'Becher-Sétif sur une distance de 107 Km, dans le temps de 2h40:02 devant ses coéquipiers Testafstion

Mehari et Amanuel Ghebreigzbi, crédités du même temps. Au classement général individuel, Nabil Baz a réussi le coup double en gagnant les maillots jaune de leader et rouge du meilleur sprinteur. Le maillot à pois du meilleur grimpeur est revenu à l'Erythréen Amanuel Ghebreigzbi, alors que le maillot blanc du meilleur espoir a été endossé par l'Algérien Abderrahman Mansouri du Club Sovac. Au classement général par équipes, la sélection érythréenne a remporté la première place, suivie par deux équipes algériennes, le GSP et Club Sovac. Le début de cette dernière étape du Tour international de Sétif, sixième épreuve du GTAC-2015, a été caractérisé par des attaques à répétition initiées par le coureur Abdelbasat Hanachi du GS Pétrolier, mais sans arriver à prendre de l'avance sur le peloton, mené par les coureurs érythréens et Algériens du Club Sovac. A l'issue du premier sprint situé à Ain-Abessa, cinq Erythréens et six Algériens dont le maillot jaune, Nabil Baz du Club Sovac, ont réussi à déclencher la première échappée de la course, reléguant les poursuivants à plus de deux minutes.

Démonstration des Erythréens «Rois de la montagne»

Au pied de la montée de Tizi N'Bechar, un col de première catégorie long de huit kilomètres, trois Erythréens ont pris la tête de la course, faisant exploser le peloton en petits groupes de quatre à cinq coureurs. Ce trio de tête a fait une démonstration de force dans cette montée de Tizi N'Bechar, confirmant ainsi la supériorité de ce pays dans les étapes de montagne. L'équipe du maillot jaune (Club Sovac) n'a pu suivre le rythme infernal imposé par ces coureurs. Les trois érythréens ont parcouru ensemble les 37 kilomètres restants, sans être inquiétés par les poursuivants dont le maillot jaune Nabil Baz, qui a du tenir pour garder sa première place au classement général. Au final, les cinq premières places de l'étape sont occupées par des coureurs érythréens, suivis par l'Algérien Nabil Baz, maillot jaune du Tour international cycliste de Sétif.

Equipe nationale Fekir officiellement avec les Bleus

L'attaquant franco-algérien de l'Olympique Lyonnais Nabil Fekir est convoqué pour la première fois en équipe de France par le sélectionneur Didier Deschamps en prévision des deux matches amicaux contre respectivement le Brésil et le Danemark les 25 et 29 mars.

Par Anouar M.

Il confirme donc ses intentions de rejoindre les Bleus alors que ce n'étaient que des supputations et certains affirmaient qu'il se pourrait que Deschamps ne le convoque pas. Le joueur de l'OL figure dans la liste des 23 révélée ainsi jeudi à Paris par le sélectionneur Didier Deschamps. Convoité par l'Algérie et la France, le buteur lyonnais qui avait été dans un premier temps sélectionné par Christian Gourcuff le 5 mars courant pour les deux matches amicaux des Verts contre le Qatar et Oman, s'est rétracté pour choisir les Bleus.

«Il a un gros potentiel, son registre est intéressant, a expliqué Deschamps en conférence de presse. Il a une palette diversifiée avec ses prises de balle, son pouvoir d'accélération. Il est polyvalent. Il peut nous apporter quelque chose de différent.» Le coach français a assuré que la campagne médiatique n'avait eu «aucune influence».

«L'appeler, ce n'est pas pour l'empêcher d'aller ailleurs, a également assuré Deschamps. C'est la réalité du terrain qui m'intéresse et c'est ça qui m'a amené à le sélectionner.» a-t-il expliqué.

Cela dit, les matches qu'il disputera sont des rencontres amicales et il se peut qu'il change d'avis s'il ne se sentirait pas à l'aise et qu'il ne bénéficierait pas de chances pour évoluer avec le groupe titulaire même s'il sait au fond que sa mission ne sera pas de tout repos et qu'il devra faire face à une grande concurrence dans le registre où il évolue et dans le com-



Fekir est désormais en bleu

partiment qu'il connaît, surtout qu'il s'agit de joueurs d'expérience. Fekir devra donc être patient, selon des observateurs, alors que d'autres affir-

ment qu'il se pourrait qu'il change d'avis s'ils s'aperçoivent que ses chances de prendre place parmi les Bleus reste minimes.

A. M.

3 Sélection olympique algérienne Le coach adjoint et Lezoum boycottent le stage



Le stage de la sélection olympique algérienne clôturé mercredi au CTN de la FAF à Sidi Moussa s'est déroulé sans la présence de l'entraîneur adjoint Abderrahmane Hamel et celui des gardiens de but, Ali Lezoum. Le sélectionneur national, le Suisse André Pierre Schurmann a fait appel à l'entraîneur des portiers de la sélection pre-

mière, Hassen Belhadji, pour pallier cette défection. Vingt-six joueurs, tous des locaux, ont pris part à ce stage qui sera suivi d'un autre à partir de dimanche prochain, toujours au CTN de Sidi Moussa. Le prochain regroupement sera ponctué par un match amical face au CRB, pensionnaire de L1. Cette rencontre remplacera celle prévue initialement contre la sélection olympique du Ghana. Les «Blacks Stars» ont décliné à la dernière minute l'invitation algérienne. Les protégés de Schurmann préparent les éliminatoires du Championnat d'Afrique des moins de 23 ans, un tournoi déplacé au Sénégal après le désistement de la RD Congo, et qui aura lieu fin 2015. Il sera qualificatif aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro (Brésil) en 2016.

USM Alger

Dziri veut atteindre la phase des poules en Ligue des champions

L'entraîneur adjoint de l'USM Alger Billel Dziri a assuré jeudi que l'objectif premier de son équipe cette saison est d'atteindre la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique de football et défendre crânement son titre de champion d'Algérie après avoir déjà grillé un premier challenge en quittant la semaine dernière l'épreuve de la Coupe d'Algérie. «Notre objectif premier dans la prestigieuse compétition continentale des clubs est de valider un billet pour la phase des poules, après quoi, nous aurons le temps de renforcer davantage notre effectif en vue de la suite du parcours», a déclaré Dziri.

«Nous sommes tenus aussi de défendre crânement notre titre de champion d'Algérie. Il reste encore huit journées à disputer et rien n'est perdu pour nous», a-t-il ajouté. Auteur d'une large victoire face à l'AS Pékine du Sénégal (5-1) dimanche dernier à Bologhine en seizième de finale (aller) de la Ligue des champions, l'USMA a évité de sombrer dans le doute né de sa récente élimination de la Coupe d'Algérie, a enco-



reuvé le bras droit de l'Allemand Otto Pfister. «Notre large succès en Ligue des champions est tombé à point nommé pour dépasser la conjoncture difficile qu'on a traversée après notre élimination en Coupe d'Algérie, une élimination qui nous a fait beaucoup de mal», a-t-il dit.

Le rendez-vous africain a été fortement appréhendé dans les rangs usmistes car intervenant après cinq jours de l'élimination à domicile des Rouge et Noir en huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie face à l'ASO (1-1 TAB 5-4). «On a vécu difficilement notre faux-pas en Coupe d'Algérie.

Tout le monde au club était affecté, notamment le président. Heureusement donc qu'on a vite réagi», s'est réjoui l'ancien international algérien.

Ayant réussi à mettre un pied en huitièmes de finale de l'épreuve africaine avant la manche retour prévue pour le 3 avril prochain à Dakar, les gars de Soustara se tournent vers le championnat de Ligue 1 où ils sont toujours en course pour conserver leur titre de l'exercice dernier. Leur prochaine sortie sera décisive dans ce registre lorsqu'ils donneront, aujourd'hui, la réplique au NA Hussein Dey, le club formateur de Dziri, au stade du 20-Août.

Un rendez-vous que le coach adjoint de l'USMA appréhende énormément, surtout que son effectif sera amoindri de quatre joueurs pour cause de blessures. Il s'agit de : Ferhat, Seguer, Beldjilali et l'Ivoirien Manucho. L'USMA est troisième au classement avec 34 points devancée de quatre unités par les co-leaders, le MO Béjaïa et l'ES Sétif. Son adversaire occupe la 14^e place (premier non reléguable) avec 25 points.

Europa League

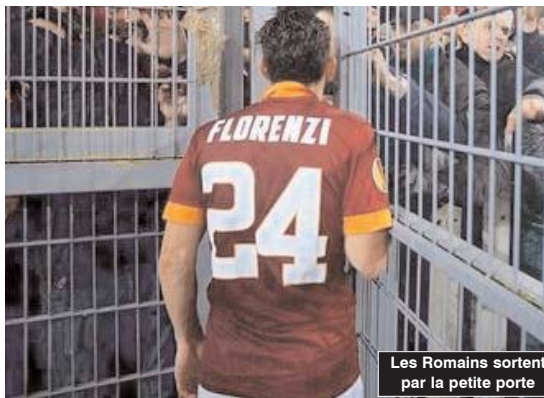
Everton et la Roma éliminés, Wolfsburg passe

■ C'est terminé pour la Roma, corrigée par la Fiorentina (0-3), jeudi soir, lors des 8^{es} de finale retour de la Ligue Europa. Fin de l'aventure également pour Everton puni à Kiev (5-2). Ça continue en revanche pour Wolfsburg, tombeur de l'Inter.

Pour la première fois depuis vingt ans, aucun club anglais ne jouera les quarts de finale d'une coupe d'Europe (C1 et C3). Après Chelsea, Manchester City et Arsenal en Ligue des champions, Everton, le dernier représentant outre-Manche, s'est fait sortir de la Ligue Europa, jeudi. Malgré la victoire à l'aller (2-1), les Anglais ont lourdement chuté à Kiev (5-2), tombeur de Guingamp en 16^{es}. Antunes a marqué le bijou de la soirée d'une frappe limpide à 25 m. Fin de l'aventure également pour Valbuena. Son équipe du D. Moscou n'a pas réussi à faire son retard du match aller (battue 3-1 au stadio San Paolo). Au stade Khimki, les Russes ont dû se contenter du nul face à Naples (0-0).

Insuffisant. Les Italiens, qui ont touché par deux fois le poteau (11^e et 15^e), verront donc les quarts de finale de la Ligue Europa. Une première depuis vingt-six ans. C'est terminé aussi pour la Roma de Rudi Garcia, déjà en difficulté en championnat. Pourtant, les Romains avaient fait le plus dur en marquant au match aller à Florence (1-1). Mais ils ont totalement manqué leur match retour chez eux au stadio Olimpico, notamment leur entame de match. Au bout de vingt-deux minutes, le score était déjà de 3-0 pour la Fiorentina (Rodriguez sur pénalty à la 9^e, Alonso à la 18^e et Basanta à la 22^e).

L'Ajax à la trappe, exploit de Bruges



Les Romains sortent par la petite porte

Wolfsburg s'affirme de plus en plus comme un candidat crédible à la victoire finale en mai prochain. Les Allemands, deuxièmes de Bundesliga, ont éliminé l'Inter Milan. Après leur succès à l'aller (3-1), ils ont remis ça à Giuseppe Meazza

(victoire 2-1). Et comme à l'aller, le bourreau des Nerazzuri s'appelle Kevin De Bruyne. Le Belge n'a pas marqué son sixième but dans la compétition, mais il a réalisé sa cinquième passe décisive, cette fois-ci pour Caligiuri (24^e). Palacio avait éga-

lisé (71^e), avant que Bendtner ne mette un terme aux espoirs italiens (89^e). Séville aussi s'est qualifié sans trembler en remportant ses deux face-à-face avec Villarreal (3-1 à l'aller et 2-1 au retour).

Le Besiktas Istanbul a été qualifié pendant un quart d'heure jeudi soir, après l'ouverture du score de Ramon Motta (48^e).

Mais Bruges a égalisé à l'heure de jeu par De Sutter, avant le doublé de Bolingoli-Mbombo (80^e et 90^e). Un succès 3-1 en Turquie qui qualifie les Belges, après leur succès à l'aller (2-1). Le Zénith St-Petersbourg sera aussi au rendez-vous des quarts de finale, malgré sa défaite sur la pelouse du Torino (1-0).

Les Russes avaient fait le plus dur à l'aller en s'imposant 2-0. Enfin, ça passe également pour le Dnipro, qui s'est qualifié aux dépens de l'Ajax Amsterdam, malgré sa défaite 2-1 en prolongation (Les Ukrainiens avaient gagné 1-0 il y a une semaine).

Juventus de Turin Pogba forfait 50 jours

Touché à une cuisse contre Dortmund en Ligue des champions mercredi, Paul Pogba devrait être absent 50 jours. Le Français manquera les prochains grands rendez-vous européens de son club.

Paul Pogba sera absent cinquante jours à cause d'une blessure à la cuisse, a déclaré jeudi la Juventus Turin. Le milieu de terrain s'est blessé mercredi à Dortmund lors de la qualification de la Juventus pour les quarts de finale de la Ligue des

champions (3-0). Des examens médicaux ont révélé jeudi une blessure de grade 2 aux ischio-jambiers de jambe droite, a précisé le club.

Le Français est sorti à la 27^e minute après une course et un choc avec Sokratis et a dû céder sa place à Andrea Barzagli. Il était absent de la liste de l'équipe de France pour les matches amicaux contre le Brésil et le Danemark des 26 et 29 mars dévoilée jeudi par le sélectionneur Didier Deschamps.

«C'est toujours embêtant. D'abord pour le joueur. C'est sa première blessure musculaire donc c'est nouveau pour lui. Ça peut arriver. Même s'il est jeune et en pleine possession de ses moyens, il enchaîne énormément de matches, de saisons et il n'a pas toujours eu de vraies vacances. Son corps a eu besoin de souffler, a expliqué le sélectionneur jeudi.



Evidemment, j'aurais préféré l'avoir avec nous. Mais il n'est pas là. D'autres joueurs qui auront la possibilité d'avoir du temps de jeu.»

Pogba est un joueur-clé de la Juventus et de l'équipe de France. Auteur de sept buts en Championnat d'Italie cette saison, il a grandement contribué à l'excellent parcours de la Juve, en route pour conserver son titre national. S'il reprend la compétition dans cinquante jours, il pourrait participer aux derniers matches du Championnat d'Italie. Avant, peut-être, de s'envoler vers d'autres lieux puisqu'il est courtisé par les plus grands clubs européens (Real Madrid, Barcelone, Chelsea, Manchester United, PSG).

«Je suis triste pour lui parce les gens doutent de lui parfois, a confié l'ancien Blaugrana dans des propos relayés par le Daily Mail. Ils doutent de lui. Comment pouvez-vous douter d'un gars comme ça ? Il s'est mis lui-même à un niveau où il est impossible pour moi d'entendre des gens douter de cet homme. Avec ce qu'il a fait, nous devrions tous profiter de lui, comme nous l'avons fait ce soir. C'est un plaisir.» Le consultant de Sky Sports aurait-il déjà perdu son objectivité ?

Mali Giresse s'engage pour deux ans et demi

LE FRANÇAIS

Alain

Giresse,

nommé

mardi sélectionneur

du Mali,

a signé

jeudi un

contrat de

deux ans et demi avec la

Fédération malienne de football.

Giresse, qui sera à la tête de l'encadrement technique du Mali du 1^{er} avril 2015 au 15 novembre 2017, a pour objectif premier de qualifier «Les Aigles» (surnom de la sélection, ndr) pour la CAN-2017 et de faire mieux qu'une troisième place à la phase finale. Il devra également qualifier le Mali pour le Mondial-2018, ce qui serait une grande première. Giresse, 62 ans, effectue son retour comme sélectionneur du Mali qu'il avait déjà dirigé de 2010 à 2012, avec une 3^e place lors de la CAN-2012. Il remplace à la tête des «Aigles» le Franco-polonais Henryk Kasperczak. Le Mali a été éliminé par tirage au sort au profit de la Guinée au premier tour de la CAN-2015. Outre le Mali, Alain Giresse a été sélectionneur du Gabon (2006-2010) et du Sénégal (2013-2015), avec une élimination dès le 1^{er} tour de la CAN-2015 disputée du 17 janvier au 8 février en Guinée équatoriale.



Paris SG

Ibrahimovic sera entendu par la LFP

Zlatan Ibrahimovic (PSG) et Dimitri Payet (OM) ont été convoqués le 9 avril par la commission de discipline de la LFP pour leurs récents propos injurieux envers le corps arbitral. Il faudra attendre encore un peu avant de savoir les sanctions prises à l'encontre de Zlatan Ibrahimovic et Dimitri Payet. Réuni jeudi, la Commission de discipline de la LFP a annoncé que l'attaquant du PSG et le milieu offensif de l'OM seraient entendus le 9 avril, suite à leurs propos injurieux à l'encontre des arbitres de Bordeaux-PSG (3-2) et Marseille-Lyon (0-0), dimanche dernier. Expulsé face à l'OL, le défenseur marseillais Jérôme Morel a par ailleurs écopé de deux matches de suspension, dont un avec sursis.

L'attaquant du PSG a été convoqué pour ses propos injurieux lancés après la défaite parisienne à Bordeaux dimanche (3-2). «En quinze ans, je n'ai jamais vu un tel arbitre. Dans ce pays de merde. Ce pays ne mérite pas le PSG», avait lâché le Suédois. Une déclaration qui avait déclenché un véritable tollé mais n'inspire pas beaucoup de clémence. Ibra risque jusqu'à quatre matches de suspension.



Le tirage au sort des quarts de finale de la Ligue des Champions aura lieu vendredi à partir de 12h. En attendant, joueurs et entraîneurs sont interrogés au sujet de l'équipe à

prendre ou à éviter. Laurent Blanc n'a pas échappé à la question en conférence de presse et même s'il n'a pas évoqué le nom des adversaires auxquels il pense, on les devine assez facilement. «S'il y avait un souhait à émettre, j'aimerais bien éviter trois équipes. Je suis sûr que vous allez les trouver sans problème», a répondu l'entraîneur du Paris Saint-Germain, en référence au FC Barcelone, au Bayern Munich et au Real Madrid. A noter qu'une confrontation contre l'AS Monaco n'enchante pas non plus le technicien : «Ça enlèverait un peu un parfum de Ligue des Champions, mais on acceptera le tirage», a-t-il expliqué. Reste donc la Juventus Turin, l'Atletico Madrid et le FC Porto.

Monaco

Courbis accède à la demande des Monégasques

Réprogrammé le 7 avril prochain, le match en retard de la 25^e journée de L1 entre Monaco et Montpellier pourrait être décalé une nouvelle fois. L'ASM a demandé à la LFP de reporter ce match pour mieux préparer son quart de finale aller de Ligue des champions (14 ou 15 avril). Et le MHSC est également d'accord pour aider le club de la Principauté. «Si on avait été dans la même situation que l'ASM, on aurait sûrement eu la même idée et on aurait apprécié que notre adversaire accepte de reporter à nouveau la rencontre. Alors on est solidaires !», a confié l'entraîneur montpelliérain Roland Courbis à nos confrères de L'Equipe. La rencontre pourrait finalement avoir lieu le 28 ou le 29 avril.

FC Barcelone T. Henry soutient Messi

ETINCELANT face à Manchester City mercredi en Ligue des champions (1-0 pour le FC Barcelone), Lionel Messi (27 ans, 27 matches et 32 buts en Liga cette saison) a confirmé qu'il était de retour à son meilleur niveau, histoire de faire taire ses détracteurs, lesquels ont également agacé Thierry Henry. En effet, le Français ne comprend pas que l'on puisse critiquer la star du Barça. «Je suis triste pour lui parce les gens doutent de lui parfois, a confié l'ancien Blaugrana dans des propos relayés par le Daily Mail. Ils doutent de lui. Comment pouvez-vous douter d'un gars comme ça ? Il s'est mis lui-même à un niveau où il est impossible pour moi d'entendre des gens douter de cet homme. Avec ce qu'il a fait, nous devrions tous profiter de lui, comme nous l'avons fait ce soir. C'est un plaisir.» Le consultant de Sky Sports aurait-il déjà perdu son objectivité ?

Manchester United Van Gaal raccrochera après les Reds Devils

L'ENTRAÎNEUR de MU, le Néerlandais Louis van Gaal, a affirmé jeudi qu'il prendrait sa retraite à la fin de son contrat avec le club anglais, qui court jusqu'en 2017. Louis van Gaal a d'ores et déjà fixé la date de sa retraite. Le Néerlandais a annoncé que son contrat avec Manchester United, qui expire en juin 2017, sera le dernier de sa carrière dans une interview accordée au Daily Telegraph. «Je suis vieux. C'est mon dernier boulot. C'est sûr», a déclaré le technicien de 63 ans au quotidien britannique. L'ancien entraîneur de l'Ajax Amsterdam, de Barcelone, du Bayern Munich et des Pays-Bas explique vouloir consacrer davantage de temps à sa famille et profiter de sa résidence secondaire dans la région d'Algarve au Portugal pour «jouer au golf et manger de la nourriture fantastique». Van Gaal est arrivé l'été dernier à MU, après avoir conduit les Pays-Bas à la troisième place de la Coupe du monde au Brésil. Après un début de saison difficile, son équipe est actuellement quatrième de Premier League et vient de dominer Tottenham 3-0 lors de la 29^e journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

Que cache la focalisation sur le 19 mars 1962 ?

Par Nazim Rochd

Après le maire de Béziers, qui a débaptisé une rue de sa ville, remplaçant le «19 mars 1962», par le nom d'un tueur colonialiste, voici que le maire de la petite ville de Beaucaire envisage, lui aussi, de procéder à la même opération. Il a déclaré ceci : «J'ai pris la décision de laver l'affront, entre guillemets, que représente pour beaucoup de nos anciens la date du 19 mars». Dans les deux cas, il s'agit d'édiles fascistes, mais le syndrome est très répandu en France, depuis que le Front national gagne en popularité et en électeurs et que les deux partis, qui détiennent traditionnellement le pouvoir, sont gagnés par la fascisation, après avoir pris fait et cause pour le néolibéralisme américain. Ceci dans un contexte international marqué par un retour assumé à la «politique de la canonnière» et par l'apparition de velléités de soumettre les États réfractaires par la force. Faut-il pour autant conclure que les partisans de «l'Algérie française» rêvent encore de «corriger» le passé ? Cela est fort possible, si l'on considère leur acharnement à refuser que la «fin de la guerre d'Algérie», c'est-à-dire la fin de la guerre de Libération du peuple algérien et sa victoire contre le colonialisme, soit fixée à cette date. Jeter le doute d'abord pour ensuite, par l'absurde, considérer qu'il n'y a pas eu de cessez-le-feu et que l'état de belligérance est toujours en vigueur. Ne nous arrêtons pas sur la question de la possibilité d'une reconquête ou même que l'idée

soit émise un jour, pourtant il serait utile de tenir compte du fait que la question mérite une attention particulière. A Béziers, les nostalgiques ont scandé «Algérie française !» comme au temps de l'occupation et il n'est pas, en France, une émission ou une information sur l'Algérie qui ne soit chargée de son passé et du «bilan de l'indépendance». Il n'y a pas, non plus, d'Algériens qui soient rendus visibles sans que ce soit des encenseurs, honneux ou pas, du fait colonial et qui s'offrent en militants de la politique étrangère du gouvernement français, là où il escompte des gains d'influence. A cet égard, nous avons pu voir la jonction, à peine voilée, entre son discours officiel, ses médias et celui d'une certaine opposition algérienne. Une jonction qui connaît des hauts et des bas en fonction des louvoisements stratégiques et des intérêts conjoncturels. Ni complotisme confortable, ni angélisme ne doivent polluer la compréhension que le monde n'a rien d'un havre de paix, laquelle n'est pas une donnée pérenne et éternelle. Pour cela, il serait de bon ton de tirer les leçons de ceux qui se sont laissés confisquer leur destin par les barons du crime mondial. L'immixtion n'est plus une vue de l'esprit, surtout dans les pays où la politique fait souvent bon ménage avec les ambitions compradoreuses. Quand le «socialiste» François Hollande et son parti, tout aussi «socialiste», livrent pieds et poings liés les Français à la férocité de la spéculation internationale, il ne faut pas s'étonner que cela se passe ailleurs, aussi.

N. R.

El-Kseur

Quatre individus dans les filets de la police

QUATRE INDIVIDUS âgés entre 27 et 44 ans ont été arrêtés par la police judiciaire de la sûreté de daïra d'El-Kseur, près de l'oued se trouvant à proximité de la rue Ain Lahlou. Ces individus, dont trois sont natis d'El-Kseur et le quatrième de Thala Hamza, ont été surpris, lors d'une décente policière, en possession de kif. «Deux parmi les quatre dealers ont pris la fuite, mais seront arrêtés dans les bois après une course poursuite avec les policiers. Un sachet de

drogue sous forme de barrettes et un couteau ont été retrouvés par les policiers sur les lieux», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Des psychotropes ont également été retrouvés lors de la perquisition du domicile de l'un des dealers. Les individus ont été mis en examen par le procureur de la République du tribunal d'Amizour qui a placé l'un d'eux en détention préventive et convoqué les autres en audience.

H.C.

ATTENTAT TERRORISTE CONTRE UN MUSÉE EN TUNISIE



Louvis

Djalou@hotmail.com

Venus de plusieurs wilayas vers Tizi Ouzou

Des éleveurs marchent pour exiger la révision du prix du lait

■ Des centaines d'éleveurs bovins venus d'une quinzaine de wilayas ont marché jeudi à Tizi Ouzou pour exprimer des revendications inhérentes à leur activité.

Par Hamid M.

Les éleveurs activant sous la coupe de l'Office interrégional du lait, issus des wilayas de Boumerdès, Bordj Bou-Arréridj, Relizane, Batna, Jijel, Mila et Béjaïa, ont entamé leur marche depuis l'esplanade du stade du 1^{er}-Novembre en direction du siège de la wilaya, empruntant les principales artères de la capitale du Djurdjura avec, à l'ouverture de la manifestation, des bovins et des ovins. Les manifestants dénoncent les conditions précaires dans lesquelles ils travaillent et surtout la non tenue des engagements pris par les autorités concernant la révision du prix du lait, mettant en avance la cherté des aliments de bétail.



Ils ont également sévèrement critiqué le responsable de la chambre locale d'agriculture dont ils réclament le départ. Arrivés devant la wilaya, une délégation des protestataires a été reçue au cabinet du wali pour déposer la plateforme de

revendications. Les éleveurs promettent de revenir à la charge pour faire aboutir leurs revendications qui, selon leurs représentants, visent à valoriser l'agriculture dans notre pays.

H.M.

En provenance du Maroc

Mise en échec de tentatives de trafic de plus de 2 tonnes de kif

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont déjoué près des frontières ouest du pays, durant les dernières 24 heures, quatre tentatives de trafic d'une quantité totale de 2 054 kilos de kif traité en provenance du Maroc, a-t-on appris, hier à Oran, auprès de ce corps sécuritaire.

Effectuant une patrouille au lieu-dit El Karama, commune de M'cirda Fouaga (Tlemcen), les garde-frontières de Boukanoune ont saisi onze quintaux et seize kilos de kif traité, abandonnés par des narcotrafiants.

Par ailleurs, agissant sur renseignement, les gendarmes de la brigade de Maghnia (Tlemcen) aidés par ceux de la Section de sécurité et d'intervention (SSI) ont interpellé trois indi-

vidus et saisi dans le domicile d'un quatrième acolyte, en fuite, situé dans un village relevant de la même localité, 467 kilos de kif traité, selon les services de la Gendarmerie nationale.

Cette opération a permis, en outre, la saisie de 1 588 unités de boissons alcoolisées, 10 250 litres de carburant (mazout), quatre véhicules ainsi qu'un camion-fourgon.

Dans une autre localité à proximité, et lors d'une patrouille sur la route reliant la commune d'El Bouïhi à El Aricha, les gendarmes ont saisi 278 kilos de kif traité, abandonnés au village de Magoura.

En outre, lors d'un service de police de la route sur l'autoroute Est-Ouest, dans la circonscription communale d'El Hanaya

(Tlemcen), les gendarmes du peloton de sécurité routière ont arrêté une personne demeurant à Alger, qui se dirigeait à bord d'un véhicule, de Maghnia vers Oran, en possession de 193 kilos de kif traité.

Les mis en cause ainsi que les quantités de drogue saisies ont été remis à la section de recherche de la GN de Tlemcen pour enquête, a-t-on indiqué de même source.

L'Organisation internationale de contrôle des stupéfiants (Oics) avait déclaré, dans un rapport publié récemment, que les plus grandes quantités de drogue saisies proviennent du Maroc en tant que «principal fournisseur de cannabis pour l'Europe».

Hani Y.